

Mots. Les langages du politique

76 (2004)

Guerres et paix. Débats, combats, polémiques

Marc Angenot

L'antimilitarisme contre la « religion patriotique »

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Marc Angenot, « L'antimilitarisme contre la « religion patriotique » », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 76 | 2004, mis en ligne le 21 avril 2008. URL : <http://mots.revues.org/2093>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : ENS Éditions

<http://mots.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://mots.revues.org/2093>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© ENS Éditions

Marc ANGENOT¹

L'antimilitarisme contre la « religion patriotique »

Les antimilitaristes prolétariens et les pacifistes bourgeois de la triste Belle Époque furent toujours à couteaux tirés ou, à tout le moins, sourds les uns aux autres, incapables de s'entendre, encore moins de se rapprocher. Les bourgeois pacifistes, assuraient à l'unisson les brochures révolutionnaires, n'avaient d'autre but que de « faire diversion » à la permanente « guerre économique » menée par les capitalistes et d'égarer les ouvriers. Dans le meilleur des cas, c'est à-dire quand il ne dénonce pas dans le pacifisme une cynique imposture de la classe dominante, le militant socialiste considère avec un sourire méprisant ces messieurs âgés, bien pensants et repus, qui vont disserter d'arbitrage européen dans les palaces de quelque ville d'eau helvétique. Le prix Nobel de la paix, créé par un millionnaire suédois « hypocrite » enrichi dans le commerce de la dynamite, la très aristocratique conférence de la Paix de La Haye (1903) convoquée à l'initiative, entre autres, de Nicolas II Romanov, les chimères de l'arbitrage obligatoire entre « puissances de proie » impérialistes, tout ceci faisait « bien rigoler » le militant ouvrier. Les pacifistes bourgeois, disait le marxiste Jules Guesde, ne sont qu'une « poignée de braves gens » qui cherchent la quadrature du cercle : ils feignent d'ignorer que la guerre est inhérente au capitalisme et, prétendant y substituer l'arbitrage et autres chimères, ils relèvent, de l'avis de Guesde, « de Charcot »². Il fallait faire confiance au Parti : en concertation avec les partis frères de l'Internationale, il saurait déjouer les projets criminels du belliciste capitalisme.

L'antimilitarisme au début du 20^e siècle

L'antimilitarisme, c'est tout autre chose que ces « chimères » humanitaires : c'est une stratégie révolutionnaire qu'une part de l'extrême gauche en France

1. Chaire James-McGill de langue et littérature françaises – Université McGill – Montréal – marc.angenot@mcgill.ca

2. J. Guesde, 1911, *En Garde. Contre les contrefaçons, les mirages et la fausse monnaie des réformes bourgeoises*, Paris, Rouff, p. 177 [1892].

va juger, dans les dix ou douze années qui précèdent la conflagration mondiale, seule rigoureuse, efficace et conséquente. Il s'agissait de miner la société capitaliste en cherchant à affaiblir et démoraliser sa principale institution défensive, l'armée. Sous prétexte de défendre la patrie, le régime capitaliste s'appuyait sur celle-ci pour écraser les exploités : du massacre de Fourmies (le 1^{er} mai 1891) à ceux de Narbonne et de Raon-l'Étape (juillet et août 1907), l'armée française avait donné au prolétariat la confirmation répétée de cette thèse.

Le *militarisme* – mot attesté dès le Second Empire et calqué sur *cléricalisme*³, dans les deux cas désignant la prépondérance d'une « caste » – est un terme qui s'est répandu dans toute la gauche républicaine pendant l'affaire Dreyfus. Il a désigné pour le bourgeois dreyfusard l'arrogance et les manœuvres de la caste militaire contre la France républicaine, les plans ourdis par des officiers réactionnaires, en cheville avec les ligues nationalistes, contre la démocratie et le droit. Pour le militant socialiste au contraire (même s'il fut dreyfusard), le militarisme est bien plus et autre chose : il est l'essence du régime capitaliste, il en est le visage répressif, et l'exacerbation des luttes sociales met, au début du 20^e siècle, ce rôle contre-révolutionnaire de mieux en mieux en lumière. La thèse, l'équation qui conjoint lutte antimilitariste et socialisme révolutionnaire face à un ennemi unique, c'est que « le capitalisme, c'est la guerre », que la guerre impérialiste menaçante ne sera que le capitalisme pleinement démasqué ; l'armée, protectrice des exactions et des « rapines » du système en temps de paix, est l'institution capitaliste par essence, le capitalisme qui met « bas le masque » en situation de guerre ouverte. Même Jean Jaurès l'avait dit – lui souvent exaspéré par les excès de langage et l'aventurisme des « hervéistes » de *La guerre sociale* et autres « antipatriotes » de la CGT et de la SFIO – en une formule jugée saisissante, qui sera répétée à satiété : « Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage ».

Dans cette vision des choses, l'armée, institution capitaliste par excellence, est ce qu'il faut chercher à affaiblir d'abord si le socialisme et la paix doivent triompher. La paix, intérieure ou extérieure, est impossible sous un régime économique ayant pour base la concurrence et l'exploitation de l'homme par l'homme. Une grande guerre européenne « arrangerait » plutôt les capitalistes

3. On rencontre *militarisme* occasionnellement pendant la Révolution puis en 1845, note J. Dubois, 1962, *Vocabulaire politique et social en France de 1869 à 1872 à travers les œuvres des écrivains, les revues et les journaux*, Paris, Larousse, p. 343. Il donne une citation communarde qui est, autant que l'on puisse juger, conforme déjà à la phraséologie socialiste ultérieure : « C'est la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme... », « Programme de la Commune », *Annales de l'Assemblée nationale*, X, p. 194 (18 avril 1871).

des divers pays, répète-ton avant 1914 en prêtant à la classe possédante un cynisme meurtrier : elle ferait reculer les acquis sociaux, elle ferait s'entretuer les prolétaires au profit des barons de l'industrie, elle pratiquerait une « large saignée ». La guerre risque d'apparaître un jour à la « bourgeoisie aux abois » comme le dernier recours en vue d'empêcher ou de retarder la révolution prolétarienne. *Pars construens* de ce raisonnement, le mouvement révolutionnaire mondial, l'Internationale socialiste, unissant les militants par-delà les frontières, était devenue assez puissante, elle pouvait faire obstacle à cette guerre capitaliste : elle pouvait notamment se préparer à répondre à la mobilisation par une grève générale insurrectionnelle, et cette éventualité seule ferait reculer le jour venu les exploiters. La révolution prolétarienne ne pourrait d'ailleurs se déclencher avec succès le jour venu, que si l'armée était démoralisée, minée de l'intérieur. Il s'agissait donc de démoraliser cette armée, de la « gangrener » de propagande au point de la rendre peu sûre en situation de répression comme en cas de guerre. Tous les arguments convergeaient en une stratégie.

Il y avait donc dans toute la mouvance socialiste, et depuis toujours, une hostilité diffuse à l'armée « de classe » jointe au soupçon de projets bellicistes prêtés à une bourgeoisie « aux abois » ; mais, spécialement au début du siècle, s'est développé un mouvement antimilitariste pourvu d'une doctrine cohérente, appuyé sur de nombreuses publications et qui s'identifie *grosso modo* à cette frange radicale appelée en France le « syndicalisme révolutionnaire », active dans la SFIO et dominant la CGT. Ce mouvement se convainc peu à peu qu'il attire à lui les militants les plus résolus, qu'il fait des progrès visibles, qu'il marque des points dans sa tâche de démoralisation et de désorganisation de l'armée, se sentant confirmé du même coup d'être seul conséquent avec le projet socialiste : « Sans la propagande incessante quoique dangereuse des antimilitaristes, il serait à peine permis aujourd'hui d'examiner l'éventualité d'une révolution »⁴. Les « révoltes de troupes », les mutineries d'une certaine ampleur des années 1907-1908, l'attitude du 17^e de ligne devant les troubles du Midi⁵ semblaient répondre aux appels à la désobéissance et, de fait, elles « épouvantai[en]t la classe dirigeante »⁶. À chaque mouvement de rébellion, la presse antimilitariste se frotte les mains et incite les mutins à continuer : « Bravo les soldats ! [...] Soldats, vous serez avec nous. La désobéissance est un devoir ! »⁷.

4. V. Méric, 1907, *Comment on fera la révolution*, Paris, Petite bibliothèque des hommes du jour, p. 15.

5. « Pour les petits gars du 17^e », *La guerre sociale*, 3 juillet 1907, p. 2 : « Nous verrons dans quelques années des régiments entiers lever la crose en l'air... ».

6. P. Lafargue, 1907, *Le Combat*, 20 octobre, p. 1.

7. M. Almereyda, 1907, *La guerre sociale*, 12 juin, p. 1.

La religion patriotique

Je vais examiner dans les pages qui suivent un thème-clé de la propagande qui a accompagné ce puissant mouvement. Il est au cœur de la dénonciation du patriotisme et il procure une « explication ». Le sentiment patriotique, représenté comme naturellement étranger au rationnel et fraternel prolétaire, n'est qu'un « prétexte aux gouvernants pour légitimer ce fléau : le militarisme »⁸. Ce « prétexte » est la source du mal : il est la légitimation du bellicisme et sera la cause et l'aliment de la guerre future⁹. Le militarisme, l'insolence grandissante de la « caste militaire », la course aux armements, les bruits de sabre, la « boucherie » que préparaient les états-majors étaient le danger immédiat pour le mouvement révolutionnaire, danger que soutenait l'excitation patriotarde. Mais qu'était au fond ce patriotisme ? Au début du 20^e siècle, le syndicalisme-révolutionnaire prétend découvrir les progrès d'une *nouvelle religion*. Une thèse se développe qui prend comme une excellente « explication » la surenchère patriotique à laquelle on assiste ; la bourgeoisie, consciente du recul du christianisme, naguère indispensable au maintien de son oppression, avait dû inventer une religion nouvelle pour raffermir son emprise sur le peuple : c'était la religion patriotique. Face à l'effondrement de la « religion des calotins », laquelle avait servi immémorialement à mystifier les foules et à les détourner de la révolte émancipatrice, les bourgeois « aux abois » s'étaient arrangés pour imposer avec un certain succès aux masses serviles une « religion nouvelle », pour substituer au dogme vieilli un « dogme nouveau », une religion de haine, de mort tout autant que l'avait été l'autre : la « religion patriotique »¹⁰.

Cette imposture ne devait pas surprendre. Dans toutes les idéologies de combat, le mensonge est présenté comme le premier moyen de survie pour les suppôts du mal, et la vérité, comme l'arme qui les abattra. « Le jour où la bourgeoisie cessera de mentir, elle disparaîtra car elle ne pourra plus subsister » : c'est un propos fameux et, lui aussi, répété à satiété du leader allemand August Bebel¹¹. La bourgeoisie par l'entremise de ses « larbins » de plume, de ses « chiens couchants », de sa presse « reptilienne » et « stipendiée », « déverse la calomnie »

8. J. Grave, 1899, *L'anarchie, son but, ses moyens*. Paris, Stock, p. 14.

9. Préface de M. Broutchoux, 1907, A. Lorulot, *L'idole patrie et ses conséquences : le mensonge patriotique, l'oppression militariste, l'action antimilitariste*, Lens, Imprimerie communiste, p. 2.

10. Voir par exemple A. Hamon, 1896, *Patrie et internationalisme*, Paris, Blot.

11. Cité par *Le Socialisme*, 10 mai 1908, p. 4.

sur le socialisme, lui oppose un « concert de mensonges », elle ment depuis toujours aux masses, à la fois exploitées et induites en erreur, elle ment à la masse surmenée et ignorante, « inconsciente » mais susceptible d'être entraînée par les « minorités agissantes » venues, elles, à la conscience historique. Car heureusement, ajoute-t-on, en dépit des mensonges répandus par la classe dominante, la vérité fait des progrès immenses. La religion n'est jamais qu'une expression particulièrement mystificatrice du mensonge fondateur de la société scélérate et l'imposition d'une nouvelle religion « intramondaine » (pour prendre le terme de Vögelin¹²) n'était que la forme accomplie du mensonge répandu par la classe dominante.

Il faut creuser le présupposé de cette thèse. La qualification du patriotisme comme religion relève d'une conception particulière du fait religieux en même temps qu'elle prétend expliquer la substitution de « religions séculières » aux religions révélées. La thèse de la religion patriotique retrouve l'ancien paradigme rationaliste sur l'origine des religions, paradigme qui relève de la logique conspiratoire. Les religions, expose-t-on du temps des Lumières, ont été « inventées de toutes pièces » par des charlatans au service des tyrans, et perpétuées par l'ignorance de foules dociles et effrayées en vue de défendre les privilégiés de jadis et de toujours et de légitimer leurs crimes. L'explication de l'origine des religions comme ayant été cyniquement bricolées par des despotes imposeurs avait été celle de plusieurs des philosophes, celle notamment du baron d'Holbach dans son *Système de la nature* : « Dans l'idée de rendre plus dociles des peuples ignorants et sauvages, leurs premiers législateurs inventèrent des religions. [...] On effraya les hommes sans les rendre meilleurs »¹³.

Les capitalistes prenaient tout naturellement le relais des despotes de jadis et usaient des mêmes expédients qu'eux. Le syndicaliste-révolutionnaire endosse et réactive donc la thèse philosophique vulgarisée par un siècle de libre pensée : les religions sont de pures et simples mystifications inventées pour abuser les foules ; les dominants hypocrites se gardent bien d'y croire. « Le patriotisme de la bourgeoisie est comme la religion de Tartuffe : c'est pour tromper les gogos. »¹⁴ Pas sots, les bourgeois ! Le vieux Guizot avait dit qu'il « fallait une religion pour le peuple ». Ses descendants, ayant compris que les absurdes fables du « prestidigitateur de Nazareth » ne rendaient plus, avaient trouvé mieux, quelque chose de moins usé et de mieux adapté à leurs projets sanguinaires.

12. E. Vögelin, 1938, *Die politische Religionen*, Wien, Bermann-Fischer. Traduction française : *Les religions politiques*, Paris, Cerf, 1994.

13. 1825, Paris, Ledoux, volume I, 5.

14. *Le cri du peuple socialiste* (Brest), 24 octobre 1908, p. 1.

Ah ! ils ne sont pas fous les capitalistes. Longtemps ils se sont servis du prêtre pour se procurer des créatures viles. [...] Aujourd'hui c'est à l'Idole patriotique (...), c'est à la caserne avachissante que les actionnaires repus font appel.¹⁵

Il y a un autre élément présupposé : non seulement les religions sont de simples mystifications, mais ces mystifications sont au service d'un projet inavoué et infâme pour lequel les puissants ont besoin de la crédulité des masses. Toute fiction religieuse donne à croire à une idole, à un Moloch qui réclame du sang : de ce point de vue, la nouvelle religion patriotique-belliciste était bien conforme au modèle éternel de l'imposture religieuse, légitimant d'avance la « grande boucherie », elle en constituait en quelque sorte la preuve mise sur la somme.

L'affaire pressante était alors d'extirper du peuple cette nouvelle foi morbide, ce « nouveau cléricanisme » qui risquait à nouveaux frais d'abrutir la classe ouvrière, à peine débarrassée de l'autre, et qui préparait les futurs massacres où les prolétaires consentiraient à « s'entr'égorguer » pour le seul bénéfice des marchands de canons. Il fallait en finir avec « la *patrie* bornée, égoïste et lâche des capitalistes, soufflant la haine, entretenant l'esprit de meurtre dans les masses »¹⁶. Il allait falloir somme toute tout recommencer, refaire une seconde fois le travail accompli dans le prolétariat d'extirpation des ci-devant religions révélées. Sous la Troisième République, c'est clair en effet : le socialiste français n'est pas seulement anticlérical, mais, tout d'un tenant, il se doit d'être athée, anti-religieux, n'ayant d'« espérance que terrestre » et ne promettant aux hommes le paradis sur Terre que pour récuser les fables religieuses. « Athées nous sommes – parce que la Science a détrôné les dieux [...], parce que nous n'avons plus besoin d'un Dieu pour faire notre bonheur. »¹⁷ Religion de résignation et de soumission, le christianisme était incompatible avec l'espoir révolutionnaire ; supprimer la religion et le « bonheur illusoire » qu'elle promettait, c'était réclamer le droit de revendiquer ici-bas un bonheur réel. À la fin de l'Empire, le mouvement ouvrier qui se reconstitue clandestinement est donc devenu matérialiste et antireligieux en contraste avec les « démoc-soc » de 1848, avec leurs religions de l'humanité et leur Christ des barricades.

Concurremment, la libre pensée, née spiritualiste et kantienne, est devenue très majoritairement athée à la même époque. La thèse de *l'anéantissement* nécessaire de toute religion, rendue inséparable de la négation de Dieu, se retrouve dans les dernières décennies du siècle dans tout le mouvement ouvrier, mais aussi chez quelques « bourgeois », notamment chez des positivistes comtiens : « c'est Dieu sous quelque forme que ce soit qu'il faut éliminer de la constitution

15. *L'action syndicale* (Lens), 12 avril 1908, p. 1.

16. *Revue anarchiste internationale*, novembre 1884, p. 2.

17. *Le cri des travailleurs* (SFIO, Tarn), 24 février 1907, p. 1.

politique, au nom de l'Humanité»¹⁸. Cette thèse se lit surtout dans le secret tout relatif des publications maçonniques, où l'on déchiffre l'idée que l'anticléricalisme est la façade *exotérique* d'une lutte métaphysique qui révèle sa vraie visée aux initiés : «Oui, nous devons écraser l'Infâme, mais l'Infâme, ce n'est pas le cléricalisme, L'INFÂME, C'EST DIEU»¹⁹. «Pas de Dieu parce que nous avons l'horreur du mensonge, de la superstition et du crime. Pas de Dieu parce que les calotins qui se font les ministres de ce spectre sont des cabotins», proclament de leur côté les journaux socialistes²⁰. On se flatte au tournant du siècle que cette propagande a porté fruit et que la religion chrétienne décrépite est condamnée à totalement disparaître. «La religion, traite frauduleuse tirée sur l'au-delà, se dissipe comme une brume malsaine dans le cerveau du peuple travailleur !»²¹

Contre toutes les apparences de déchristianisation des classes dirigeantes et en contradiction avec cette thèse des religions comme mystifications cyniques, certains socialistes persistaient à soutenir que la bourgeoisie demeurait confite en foi catholique alors que le prolétaire, plus rationnel, instruit du socialisme scientifique, ouvert sur l'avenir, l'avait abandonnée. «La bourgeoisie, écrit Paul Lafargue, a besoin d'une religion qui lui promette une vie céleste pour continuer sa vie terrestre de fainéant et de jouisseur.»²² Dans cette analyse, la classe dominante ne fait pas que mentir au peuple, il faut encore qu'elle se mente à elle-même. Le marxiste Lafargue ne modifiera jamais ses convictions antireligieuses de jeune carabin ; il leur donnera seulement une teinture marxisante : la classe dominante maintient son pouvoir par la force brutale *et* par la domination spirituelle ; à ce titre, «le christianisme est la religion fabriquée sur les besoins moraux et les intérêts matériels de la bourgeoisie», elle la satisfait en même temps qu'elle courbe sous son joug la classe opprimée²³. Les quelques grands patrons, dévots ou calculateurs, qui imposaient un peu de catéchisme aux ouvriers de leurs «bagnes industriels» servaient de preuve aux socialistes du lien entre catholicisme et oppression de classe.

Or justement, alors que l'imposture chrétienne faisait long feu, le militant constatait les progrès dans les masses d'une religion civique substitutive, non moins mensongère, non moins inventée par les puissants, non moins criminelle dans ses fins. «Dieu, c'est le mal», avait proclamé jadis Proudhon comme pendant de son «La propriété, c'est le vol». Toute religion conduit au meurtre et au carnage, au moins avec la religion patriotique, c'était clair et explicite : elle

18. *Revue occidentale*, XXII, 1889, p. 363.

19. De Lanessan, 1881, *Le monde maçonnique*, p. 503.

20. *Le peuple picard*, 22 juin 1890, p. 1.

21. F. Stackelberg, 1907, *La mystification patriotique*, Paris, p. 3.

22. *La Défense* (guesdiste, Troyes), 22 février 1907, p. 1.

23. P. Lafargue, 1881, *Cours d'économie sociale*, Paris, Oriol, tome II, p. 3.

était bien, préparant les esprits à la « tuerie » impérialiste, « le nouveau Moloch ». Pour le fils du peuple, l'armée était l'« école de l'assassinat ». Il était mis dans l'alternative ou de devenir un jour l'assassin de ses frères en grève, obéissant à quelque « brute galonnée » au service du capital, ou de se laisser transformer en « chair à canon » après avoir été toute sa vie, comme ses pères, « chair à travail » et « chair à dividendes »²⁴ !

Le courant antimilitariste-antipatriote s'exprime principalement dans un journal hebdomadaire fondé en décembre 1906 par un professeur révoqué, Gustave Hervé, *La guerre sociale*, et destiné à arracher le Parti à son réformisme (son ennemi juré sera Jean Jaurès, mais non moins Jules Guesde et son marxisme « sclérosé ») et à promouvoir une stratégie de « concentration révolutionnaire » centrée sur un antimilitarisme « insurrectionnel ». Le journal qui connaît un succès grandissant jusque vers 1912 où il fléchit, est accueillant à des militants venus de l'anarchie, comme l'est son secrétaire de rédaction, Miguel Almeréyda, comme Victor Méric, un de ses rédacteurs talentueux, comme son dessinateur attiré, Grandjouan, mais il est proche aussi de personnalités syndicalistes, Merrheim, Lagardelle, Griffuelhes, Broutchoux et il contribue à entraîner la CGT dans une radicalisation antimilitariste. Hervé, évidemment, n'est nullement un doux ni un pacifique pas plus que ses collaborateurs. Il n'est pas opposé à la guerre... pourvu que ce soit la guerre civile qu'il appelle au contraire de ses vœux. Hervé est tout simplement un de ces individus, naïfs et redoutables, qui dans les mouvements militants, prennent le but affirmé au pied de la lettre et essaient à partir de là d'être radicalement *logiques* : si l'effondrement du capitalisme et la révolution prolétarienne étaient inévitables et imminents, il fallait se montrer conséquent, renoncer à tout légalisme amolissant, faire tout pour s'y préparer, se préparer à la violence notamment par « l'action directe » – et dénoncer avec vigueur l'attentisme, peut-être la trahison, des autres courants qui en faisaient moins qu'eux. Si le socialisme doit être internationaliste, alors le vrai révolutionnaire doit répudier sa prétendue patrie et planter au fumier le drapeau tricolore, objet par excellence du culte patriotique.

Pour le syndicaliste Broutchoux, à la recherche, comme tous les doctrinaires décidés à changer le monde, du Mal à l'origine de tous les maux, « la source du mal, c'est L'IDÉE DE PATRIE – cause, raison d'être et prétexte du militarisme »²⁵. Une règle de cohérence militante découlait de ces réflexions. « L'antimilitarisme ne peut être complet sans l'antipatriotisme », pose Broutchoux²⁶. *La Guerre*

24. Et ses sœurs, « chair à plaisir » pour une classe infâme !

25. Préface de M. Broutchoux, 1907, dans A. Lorulot, ouvr. cité, p. 2.

26. *Ibid.*

sociale confirme cet axiome et l'englobe dans la ligne syndicaliste-révolutionnaire : « L'antipatriotisme est une des faces du socialisme syndicaliste »²⁷. Cette volonté d'être conséquent avec une logique doctrinale, ce volontarisme vont, par un premier effet pervers, éloigner du syndicalisme révolutionnaire bon nombre de militants de la SFIO, petits employés et ouvriers, détestant la caserne, redoutant la « caste » militaire, récusant l'« impôt du sang » que la bourgeoisie exigeait du peuple, mais vibrant malgré tout aux accents de *La Marseillaise* et à la vue des trois couleurs et combinant tant bien que mal l'amour de la France républicaine à l'internationalisme prolétarien et à la haine des bandes nationalistes.

La patrie comme simple « mot sonore », le patriotisme comme « tromperie », « leurre », « mensonge », « mystification » roublarde inventée et promue par la classe bourgeoise pour conserver le pouvoir, cela avait été d'abord, dans les années 1880, la thèse des anarchistes qui en tous secteurs de la morale civique ou privée faisaient profession de « ne pas y couper », – cette thèse peu à peu avait fait son chemin dans toute l'extrême gauche et les « socialistes nationaux » (ce syntagme apparaît en 1890 chez des blanquistes) avaient été marginalisés. À la fin des années 1880, face à la Ligue des patriotes de Déroulède (lequel va se jeter dans les bras de Boulanger), des anarchistes parisiens créèrent une « Ligue des antipatriotes » – et voici le mot attesté une première fois²⁸. Imposture sanglante et meurtrière, le patriotisme était concurrentement présenté comme une absurdité. Ici encore, le calque des argumentations anticléricales classiques est évident. À l'instar des dogmes des religions révélées dont les brochures libre-penseuses détaillaient les ridicules, le patriotisme heurtait la raison comme il menaçait l'humanité pacifique. L'idée de patrie était un non-sens.

Historiquement, la patrie est instable. [...] Géographiquement, la patrie n'existe pas. [...] Sociologiquement, la patrie est une tromperie. Elle rassemble sous le même drapeau des hommes aux mœurs, coutumes, langages, habitudes, religions différents. [...] Peut-il exister une aberration plus folle que le patriotisme, une supercherie plus grossière et plus cynique ?²⁹

Dans les deux cas, idole Dieu, idole patrie, le militant sceptique dénonçait une « blague » énorme, une blague inventée autour d'une chose irréaliste et impalpable, « la Patrie non moins invisible. Comme Dieu, elle a ses prêtres »³⁰... « Il faut supprimer les patries », chantait-on dans les réunions syndicales :

27. *La guerre sociale*, 6 mars 1907, p. 2.

28. *Antipatriote* est attesté antérieurement mais dans un sens réprobateur. J. Dubois, ouvr. cité, p. 214 et *passim*.

29. A. Lorulot, ouvr. cité, p. 17.

30. *Le combat social* (Limoges), 7 février 1908, p. 1.

Non, plus de ces combats sanglants
De ces ignobles boucheries
Pour le bonheur de nos enfants,
Il faut supprimer les patries.³¹

Jusqu'en 1914, les idéologues de l'extrême gauche socialiste, loin de tempérer leurs sorties véhémentes contre « l'idole patrie », s'acharneront, exaspérés, à démontrer aux militants qu'ils sentent réticents leur inacceptable inconséquence sur ce point et ses dangers pour les peuples épris de paix : « L'internationalisme conscient doit nécessairement aboutir à l'antipatriotisme. [...] Tout se tient : le patriotisme nécessite le militarisme qui lui même n'a d'autre but que la guerre »³². Tout se tenait en effet, logiquement : patrie – patriotisme – amour de l'armée – guerre. *La Marseillaise* pouvait enthousiasmer les « patrouillotes » des cafés-concerts et des retraites aux flambeaux, seule *L'Internationale* devait « faire vibrer les nerfs de la classe ouvrière consciente »³³ – et ses paroles indiquaient le sens « de classe » et la portée de l'internationalisme : « ... Paix entre nous, guerre aux tyrans », mot d'ordre entraînant derechef le slogan du défaitisme révolutionnaire : « Crosse en l'air et rompons les rangs ».

L'un des vecteurs, l'un des hauts-lieux de culte de la religion patriotique était le café-concert, objet de dénonciation des journaux antimilitaristes. À des moments déterminés au cours de la soirée au caf'conc', un monsieur en habit ou une dame en peplum s'avançaient, tandis qu'un trombone et un tambour travaillaient un rythme martial, ils venaient débiter une chanson de marche où il était question de la France, du drapeau, de l'armée, de l'Alsace-Lorraine. La chansonnette patriotique déclenchait un enthousiasme électrisé et, si le chanteur avait de l'abattage, il pouvait susciter une petite manifestation d'émotion collective où les casquettes, les chapeaux, les chéchias et les képis volaient en l'air. Le café-concert n'avait pas inventé ce rituel émotionnel : il se bornait à en tirer parti avec la même économie aveugle qui le poussait à la surenchère

31. Paroles de la chanson dans *L'action syndicale*, 12 juillet 1908. En marge de l'antipatriotisme et du syndicalisme, on devrait dire quelques mots des chansonniers « humanitaires » (comme on disait alors), suspects parfois de roublardise commerciale mais dont le succès immense est le vecteur efficace d'un antimilitarisme sentimental et d'une exécution de la guerre qui attirent jusqu'en 1914 les applaudissements nourris de la foule des cabarets et des beuglants. Montéhus (*L'enfer du soldat*, *Avant l'exécution*, *La jeune garde*, *La Butte rouge*) fait l'apologie de la mutinerie du 17^e de ligne : « On n'doit pas tuer ses pèr's et mères / Pour les grands qui sont au pouvoir... ». Paul Saphir chante avec émotion *Enfants ne jouez jamais au soldat*.

32. Flax, 1907, *La guerre sociale*, 23 octobre, p. 1.

33. Bracke [J.M. Desrousseaux], *La Défense* (Troyes), 12 juillet 1907, p. 1.

dans l'obscénité ou dans l'insanité. Mais il constitue, de fait, un *relais* de la synergie patriotique et revancharde. C'est avec de la chansonnette de caf'conc' aux lèvres que l'armée en pantalon garance se mobilisera en 1914³⁴.

Le prolétaire comme « sans-patrie »

L'internationalisme est compris de façon radicale par les antipatriotes. Les prolétaires n'ont pas de patrie, « on ne peut leur enlever ce qu'ils n'ont pas », avait dit Marx : les antimilitaristes, qui n'aimaient guère le marxisme orthodoxe, propriété de Jules Guesde, avaient en tout cas retenu ce raisonnement du *Manifeste communiste* et se bornaient à le développer. Les prolétaires « n'ont pas de patrie » parce qu'ils n'ont pas d'intérêts « nationaux » à défendre et qu'ils n'ont aucune raison de défendre avec leur peau les « rapines » de leurs exploités !³⁵ Dépourvus de patrie parce que dépourvus de « patrimoine », les travailleurs de tous les pays, courbés sous le même joug, appartenaient à l'humanité ! « Opposons à l'Internationale des juifs, christianistes, francs-maçons et autres cosmopolites des classes dirigeantes, l'Internationale des exploités ! »³⁶ Ces slogans en forme de méthode Coué visaient à démontrer que le sentiment patriotique, en dépit des efforts imposteurs de la classe dominante, était devenu étranger au prolétaire conscient et organisé. Le patriotisme, devait-il reconnaître, « est une stupidité criminelle. [...] Le cosmopolitisme est la *conséquence* du socialisme et ne va pas sans lui »³⁷. Le socialisme travaillait à « l'union internationale des peuples pour marcher à la conquête de l'affranchissement humain »³⁸. « Nous ne voulons plus qu'une nation : l'Humanité ! »³⁹ « À bas la patrie, vive l'Humanité ! ». Les citations qui précèdent datent des années 1880-1890 ; elles sont donc antérieures à l'émergence de l'antipatriotisme doctrinaire. On voit que celui-ci n'a rien inventé, rien réorienté : il n'a eu qu'à *dégager* ce qui depuis toujours fonctionnait à l'évidence dans le mouvement ouvrier, – avec la part de phraséologie lyrique et de fausse conscience que l'évidence comporte. « Vive

34. On chante parfois du Déroulède au caf'conc' (*Le clairon* de Déroulède a été créé par Amiati en 1869 en fait), mais Delormel et Garnier, compositeurs-paroliers, font concurrence dès les années 1880 au chef de la Ligue des patriotes et auteur des *Chants du soldat*. Ils ont pour heureux concurrent Villemer, qui a lancé en 1873 avec un succès qui ne se dément pas, *Alsace-Lorraine* (« Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine / Et malgré vous, nous resterons Français ! /... »).

35. M. Devaldès, *Chair à canon*, Paris, Génération consciente, 1908, p. 7.

36. *Le cri du travailleur*, 16 mars 1890, p. 3.

37. C. Bazin, 1889, *L'Égalité*, 31 juillet, p. 2.

38. *Voix du peuple* (Marseille), 15 septembre 1888, p. 1.

39. *Le Parti ouvrier*, éditorial, 11 septembre 1889, p. 1.

la fraternité des peuples !», s'écriait l'ouvrier de 1848. «Vive l'Internationalisme prolétarien !», criait le socialiste au début du 20^e siècle. Une rêverie humanitaire accompagne le socialisme depuis sa naissance. Les définitions que l'on donne du socialisme comportent toujours cette composante : «sont socialistes ceux qui luttent pour la constitution de la propriété collective, l'égalité des salaires, l'entente ou la fusion des nationalités»⁴⁰. Les bourgeois en ont peut-être une, de patrie, concédait-on narquoisement : c'est le coin de terre où ils peuvent exploiter les autres et se «repaitre de leurs rapines» ! Si les bourgeois, ayant leurs propriétés à protéger, voulaient se montrer patriotes, nul ne les empêcherait d'aller seuls se faire trouer la peau : «Mais puisque vous l'aimez tant, cette patrie, gardez-la donc et surtout défendez-la au moins, au lieu de nous la faire défendre !»⁴¹.

La patrie est un fait de classe comme tout l'est dans la vie sociale. «Les patries bourgeoises [ont été] forgées par le haut capitalisme moderne.»⁴² «Une patrie, c'est un syndicat de capitalistes.» On retrouve l'axiome de départ : à l'instar de la religion, la patrie est donc une pure invention au service des intérêts des méchants. Le capitalisme, c'est la guerre parce que la guerre profite aux «marchands de canons» et que la concurrence des marchés l'engendre fatalement ; mais le patriotisme que le capitaliste promeut et soutient, aidé par la jobardise d'une partie des masses populaires, c'est la guerre fratricide tout autant puisqu'il «l'enfante», qu'il y pousse, qu'il la légitime d'avance. «Le patriotisme, c'est la collaboration de classe» : il résulte des énoncés qui précèdent qu'un ouvrier patriote était un traître et on ne l'envoyait pas dire aux militants restés tant soit peu cocardiers.⁴³ Être socialiste, c'était nécessairement vouloir être, accepter d'être un «sans-patrie». «Le socialisme groupe les hommes, pauvres contre riches, classe contre classe, sans tenir compte des différences de race et de langage, par-dessus les frontières tracées par l'histoire», développe Gustave Hervé qui signe toujours – sous le coup de condamnations successives qui le forcent à l'anonymat – «Un Sans-Patrie», ses papiers incendiés dans *La guerre sociale*⁴⁴. Injure pour les nationalistes, titre de gloire pour le révolutionnaire ! Victor Griffuelhes, leader de la CGT, expose le raisonnement que doit se tenir tout syndicaliste :

40. A. Baju, 1895, *Principes du socialisme*, préface de Jules Guesde, Paris, Vanier, p. 24.

41. *Question sociale*, mars 1885, p. 77.

42. *Mouvement anarchiste*, mai 1912, p. 114.

43. G. Hervé, 1907, *Le congrès de Stuttgart et l'antipatriotisme*, Paris, Éditions La Guerre sociale, p. 16.

44. *Ibid.*, p. 7.

Je suis étranger à tout ce qui constitue le rayonnement moral de ma nation, je ne possède rien [...]. Donc, rien de ce qui pour certains forme une patrie n'existe pour moi. Il faut dit-on défendre le sol de la patrie ! Je n'y vois pas d'inconvénient, mais à condition que les défenseurs soient les propriétaires de ce sol.⁴⁵

Le patriotisme n'a aucune raison d'être pour le misérable ; et si l'on profite de son ignorance pour lui en inculquer pendant son enfance la plus forte dose possible, c'est parce que, grâce à ce sentiment, on l'empêche plus tard de voir que son véritable ennemi n'est pas l'ouvrier étranger.⁴⁶

À la façon des religions, le patriotisme servait à dissimuler la réalité des choses, à faire voir le monde à l'envers. Il veut que le Français se défie de l'Allemand, mais qu'est-ce qui distinguait un ouvrier allemand d'un ouvrier français ? Rien, ils étaient absolument jumeaux ! « Rivés à une même chaîne, condamnés à un même esclavage, victimes d'une même exploitation, leurs revendications sont les mêmes, leur but est identique. »⁴⁷ D'où ces mots d'ordre qui déclenchaient les ovations sincères des meetings : « Plus de patries ! Plus de frontières ! L'union de tous les producteurs contre tous les parasites ! »⁴⁸

L'été quatorze

Le courant antimilitariste-antipatriote, si intransigeant et véhément pendant une douzaine d'années, s'est vu affronté en juillet 1914 à une *épreuve du réel* qui allait le dissoudre en une débandade soudaine accompagnée de reniements ahurissants. Ce fait bien connu pose un problème – central pour toute analyse politique – qui est la rencontre de l'idéologie et de la dure réalité, ce que dans un autre contexte, celui de la névrose « individuelle », les lacaniens appellent « la malencontre du réel ». En principe, depuis 1912, l'antimilitarisme en France disposait d'un objet neuf de colère et de mobilisation populaire : la loi de Trois ans qui confirmait que la guerre se rapprochait. Cependant, depuis quelques années déjà, la CGT avait dû, en renâclant, reconnaître que quelque chose ne passait pas. Jean-Jacques Becker, dans son *1914. Comment les Français sont entrés en guerre*⁴⁹, admet l'impact qu'a eu la propagande antimilitariste y

45. V. Griffuelhes, 1908, *L'action syndicaliste*, Paris, Rivière, p. 39 et 41.

46. *Ça ira* (Paris, anarchiste), 20 octobre 1888, p. 2.

47. *Le réveil du peuple* (POSR), 30 mars 1890, p. 1. Voir aussi F. Stackelberg en 1907 cette fois dans *La mystification patriotique*, brochure de propagande répandue : « La différence qui sépare un ouvrier de Paris d'un ouvrier de Berlin dont les intérêts solidaires exigent moins de surmenage et plus de bien-être, est absolument nulle », p. 5.

48. *Almanach de la question sociale*, 1895, p. 138.

49. Paris, Presses de la FNSP, 1977.

compris dans ses effets les plus déstabilisants pour l'armée : on relève bien au cours des années d'avant-guerre un nombre croissant de cas d'insoumission, de mutinerie et de désertion. Il admet que le milieu ouvrier, pénétré de cette propagande, éprouvait une forte et presque unanime hostilité envers l'institution militaire, mais il conclut aussi que l'antipatriotisme, censé « indissociable », n'a pas pris. Les thèses insurrectionnelles en cas de mobilisation n'ont été prises au sérieux que par de minces « minorités agissantes » – lesquelles dissimulaient aux leaders syndicaux et aux propagandistes de l'extrême gauche ce que de toute façon ils ne souhaitaient pas voir : le patriotisme ancré et le peu de résolution révolutionnaire du prolétariat français.

Le 28 juin, l'archiduc François-Ferdinand et son épouse sont assassinés à Sarajevo par un étudiant nationaliste grand-serbe. Tout bascule presque immédiatement. Les 14, 15 et 16 juillet, la SFIO tient congrès régulier à Paris. Les bruits de sabre ont commencé à résonner dans toutes les capitales. Ce congrès est largement consacré à la « motion de Copenhague », c'est-à-dire à la vieille thèse, inapplicable et indépassable, qui exigeait la grève générale en cas de mobilisation. Les arguments *contre* ne sont pas neufs, mais leurs partisans refusent cette fois de se laisser ébranler : il ne faut pas voter, répètent-ils, une motion de plus qu'on sait ne pas pouvoir appliquer. Jaurès, toujours soucieux de compromis, propose une motion encore plus irréaliste sous des airs de prudence : grève générale « simultanément organisée » dans tous les pays pour « imposer l'arbitrage ».

Fin juillet, la Monarchie bicéphale adresse un ultimatum à la Serbie qui le rejette ; l'Autriche-Hongrie déclare alors la guerre à la Serbie le 28. Toutes les autres puissances entrent en guerre dans les journées qui suivent. La CGT rappelle sa thèse officielle, la grève générale, mais les dirigeants sont tout de suite tenaillés par la peur, les hésitations. Dans l'atmosphère d'exaltation patriotique de ces journées, leurs convictions sont ébranlées. Aucun mot d'ordre précis n'est donné. En allant vers le 2 août, les dirigeants, d'abord décontenancés, sont tirillés entre la doctrine officielle qu'ils devraient maintenir et leur propre patriotisme longtemps refoulé. L'échec de l'opposition à la guerre est évident dès le 28. On sent dès cette date que le parti SFIO comme la confédération syndicale glisseront vers l'Union sacrée⁵⁰. Le dernier éditorial de Jaurès dans *L'Humanité* jette des mots vagues sur un profond désarroi : « Le tumulte des événements se précipite dans un monde obscur et affolé... »⁵¹ Encore, Jaurès n'est-il pas tétanisé comme les cégétistes. Il agit, il essaie tous les derniers recours : le 29, il

50. *Ibid.*, p. 205, avec de nombreuses citations.

51. 28 juillet 1914.

est à Bruxelles où se trouve le secrétariat de l'Internationale, et y prononce son dernier discours : « Confiance dans la *Sozialdemokratie*, tout faire pour empêcher la guerre ». Il est assassiné au *Café du Croissant*, près des bureaux de *L'Humanité*, le 31 juillet. Ce 31, celui qui avait été le chef de file des antipatriotes, Gustave Hervé, en éditorial de *La Guerre sociale*, exige des socialistes le reniement des thèses qu'il avait cherché pendant toutes ces années à leur imposer : il faut, dit-il, « déclarer officiellement, solennellement, qu'on ne fera pas la grève générale préventive contre la guerre menaçante et qu'on ne fera pas la grève générale insurrectionnelle contre la guerre déclarée ». Les socialistes doivent marcher comme un seul homme à la frontière. Le 1^{er} août, la mort de Jaurès est mise au service de la ligne nouvelle du journal : « DÉFENSE NATIONALE D'ABORD ! ILS ONT ASSASSINÉ JAURÈS, NOUS N'ASSASSINERONS PAS LA FRANCE ».

Après 1918, les syndicalistes-révolutionnaires survivants sont arrivés avec deux « explications » convergentes et contradictoires de l'été 1914 : « Nous avons été débordés par le chauvinisme » et « Il y avait un patriote de 1793 qui sommeillait en chacun de nous ». L'historien admet cette double « explication » qui appellerait plus qu'un constat sur la superficialité des croyances idéologiques, en particulier les plus radicales, et sur « l'irrésistible courant de ferveur patriotique qui a balayé toutes les idéologies, toutes les divergences entre Français »⁵². Car cette grande illusion unanimiste même d'août quatorze n'a eu qu'un temps. Que l'« instinct » patriotique ait balayé en quelques jours quinze années d'efforts propagandistes démontre simultanément l'aveuglement des antipatriotes et la justesse de leurs appréhensions quant à l'issue sacrificielle et sanguinaire de cette « foi nouvelle » qu'ils diagnostiquaient. La grande guerre impérialiste a laissé plus de huit millions de morts et certains historiens pensent qu'elle ne s'est achevée, cette guerre, qu'en 1945. Ce crime inexpiable qu'ils ont vu venir, oblige à créditer les antimilitaristes d'avant 1914 de lucidité partielle et de courage ; il n'exclut pas cependant de mesurer leur aveuglement sur le possible et le faisable et d'y réfléchir rationnellement. Nous n'avons pas à passer jugement et tout jugement moral ne pourrait que se réduire à une ambivalence pharisaïque : tant de radicalité et de courage souvent, une si totale impuissance et une si profonde illusion ! Un syndicaliste, Georges Dumoulin, publiant ses mémoires en 1921, a eu le mérite de dire que, plutôt que d'invoquer la fatalité des circonstances, l'échec de l'antimilitarisme appelait une autocritique :

52. J. Julliard, 1998, *Autonomie ouvrière : études sur le syndicalisme d'action directe*, Paris, Seuil/Gallimard, p. 94.

Notre propagande antimilitariste, plus tapageuse que réelle nos a trompés. [...] Nous nous sommes trompés en nourrissant notre orgueil dans des congrès bruyants avec des motions boursouflées et pleines de suffisance.⁵³

Une dernière remarque débouche sur une vaste problématique. Un concept hante la pensée politique du 20^e siècle, le concept de « religion séculière » ou « religion politique ». C'est par dizaines que se comptent aujourd'hui les travaux savants qui analysent le nazisme-fascisme *ou* le communisme, ou les deux grands systèmes « totalitaires » en termes de *politische Religionen*. Il faudrait faire l'histoire de cette notion et ce serait, saisie dans sa continuité, une histoire longue, qui devrait remonter aux penseurs catholiques et libéraux de la Monarchie de Juillet et de 1848 face aux « sectes » réformatrices dont les « rêveries millénaristes » se muaient en « cauchemars sociaux » en s'emparant des masses misérables. On retrouverait ce concept à géométrie variable avec les Eric Vœgelin, Karl Löwith, Jules Monnerot, Raymond Aron, Norman Cohn de nos avant et après-guerre et on aboutirait à Marcel Gauchet et Régis Debray dans notre modernité tardive en passant par *tous* les sociologues du tournant du 20^e siècle, Max Weber, Vilfredo Pareto, Émile Durkheim, Roberto Michels, Georg Simmel, Gustave Le Bon face aux progrès du socialisme. Si en effet, le socialisme antimilitariste analysait jadis le patriotisme exacerbé d'avant 1914 en termes de « religion nouvelle », les sociologues « bourgeois » ont caractérisé unanimement, à la même époque, le socialisme comme un mouvement religieux nouveau. Ils l'ont fait en termes différents, toutefois : une forme de religion demeurerait indispensable aux sociétés. Le socialisme, comme religion nouvelle, partiellement sécularisée, venait alors, en quelque sorte à bon droit ou du moins inévitablement, se substituer aux révélations obsolètes et aux lois données aux guides des peuples sur les Sinäï. C'est ce que pose Pareto. Le sociologue, prétendant constater une permanence de fonction transhistorique, établit un parallèle entre les anciens panthéons et les modernes idéologies révolutionnaires et il légitime avec hauteur les idéologies-religions comme des *impostures utiles*. Et Pareto conclut :

La religion est bien réellement le ciment indispensable de toute société. Il importe peu d'ailleurs sous certains rapports [...] que l'on sacrifie à *Juppiter Optimus Maximus* ou que l'on remplace ces dieux par des abstractions telles que « l'Humanité » ou le « Progrès socialiste ».⁵⁴

Les travaux politologiques et sociologiques que j'évoque ignorent en général l'hypothèse du patriotisme comme la religion séculière par excellence, instru-

53. *Les syndicalistes français et la guerre*, Paris, Bibliothèque du travail, p. 87.

54. V. Pareto, 1902-1903, *Les systèmes socialistes*, Paris, Giard & Brière, tome I, p. 302.

mentalisée par la classe régnante pour perpétuer son règne et non moins sanguinaire dans ses aboutissements que lesdits «totalitarismes». *Blindness and Insight* : il y a ici une tache aveugle de la recherche contemporaine qui n'est pas sans rapport avec la construction du concept de «totalitarisme» comme une essence, séparée de sa genèse dans le patriotique carnage de 1914-1918. En fin de compte, si sommaire que semble la dénonciation de la religion patriotique comme imposture au service des puissants, il faudrait reprendre la question du religieux et de son rôle, faste ou néfaste, dans les sociétés sécularisées sans écarter a priori un élément central de la question.

Résumé / Abstract / Compendio

L'antimilitarisme contre la « religion patriotique »

L'article analyse une thématique antimilitariste s'exprimant dans le courant syndicaliste-révolutionnaire du mouvement ouvrier français, dans la revue *La guerre sociale*, du début du 20^e siècle à 1914. Le patriotisme y est présenté comme une « religion nouvelle » fabriquée – comme les religions révélées par les tyrans de jadis – par la classe capitaliste pour asservir le peuple, une « nouvelle idole » qui réclame à son tour des sacrifices sanglants. La conclusion revient sur la débandade de ce puissant courant militant en juillet-août 1914.

Mots-clés : antimilitarisme, mouvement ouvrier, patriotisme.

Anti-militarism against religion-like patriotism

The article analyses an anti-militarist set of themes put forward on the eve of the First World War in the magazine La guerre sociale by the revolutionary syndicalist faction of the French working-class movement. Within such a framework, patriotism is depicted as a « new religion » made up by the middle-class in order to enslave the people as were revealed religions, that is to say a complete fabrication of olden days tyrants, and a « new idol » which is just as demanding in terms of bloody sacrifices. The conclusion focuses on the circumstances that led such a powerful political group to end up in disarray shortly after the war broke up.

Key words : anti-militarism, working-class movement, patriotism.

El antimilitarismo contra la « religión patriótica »

El artículo analiza una temática antimilitarista que se manifestó dentro de la corriente sindicalista-revolucionaria del movimiento obrero francés en la revista La guerre sociale, entre el principio del siglo 20 y 1914. El patriotismo está presentado como una « nueva religión » fabricada – como antaño las religiones reveladas lo fueron por los tiranos – por la clase capitalista para dominar al pueblo, como un « nuevo ídolo » que pide a su vez sacrificios sangrientos. La conclusión vuelve sobre el desmoronamiento de esta potente corriente militante en julio-agosto de 1914.

Palabras claves : antimilitarismo, movimiento obrero, patriotismo.